



CAFOM

Centrale d' **A**chat **F**rançaise pour l'**O**utre **M**er

**GROUPE
CAFOM**

**RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL
AU 31 MARS 2015**

SOMMAIRE

Rapport semestriel d'activité au 31 mars 2015.....	3
Comptes consolidés semestriels au 31 mars 2015.....	19
Etat de la situation financière	20
Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	23
Tableaux de flux de trésorerie consolidés.....	24
Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés.....	25
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....	50
Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	52

**GROUPE
CAFOM**

**RAPPORT SEMESTRIEL
D'ACTIVITE
AU 31 MARS 2015**

Données financières consolidées

PRINCIPAUX AGREGATS FINANCIERS

Le chiffre d'affaires du Groupe au 31 mars 2015 atteint 206.517 milliers d'euros.

➤ **Compte de résultat consolidé :**

- **La marge brute** s'élève à 99.983 milliers d'euros. Elle ressort à 48,41 % du chiffre d'affaires.
- **Les frais commerciaux et administratifs** s'élèvent à 90.319 milliers d'euros et représentent 43.73 % du chiffre d'affaires.
- **Le résultat opérationnel courant** s'établit à 5.552 milliers d'euros, soit 2,68% du chiffre d'affaires.
- **Le coût de l'endettement financier net** ressort à 1.206 milliers d'euros.
- **Le résultat avant impôts**, s'élève à 3.536 milliers d'euros.
- **L'impôt sur le résultat** se monte à 1.601 milliers d'euros.
- **Le résultat net** part du groupe des activités poursuivies s'élève à 1.784 milliers d'euros.

➤ **Tableau des flux de trésorerie et bilan :**

- **La marge brute d'autofinancement** s'élève à 5.761 milliers d'euros.
- **La variation du Besoin en Fonds de Roulement** a généré un dégagement de 4.124 milliers d'euros.
- **La trésorerie nette** ressort à -19.940 milliers d'euros.
- **L'endettement net** ressort à 53.174 milliers d'euros.

Faits marquants de la période

Les principaux événements survenus au cours du semestre clos le 31 mars 2015 sont les suivants.

1) Le maintien de la profitabilité opérationnelle du Groupe à un niveau légèrement supérieur à l'an dernier avec un EBITDA positif à 9,6 M€. La performance à fin mars 2015 reflète des résultats contrastés.

- Les pôles magasins outre-mer et internet poursuivent leur progression et affichent un EBITDA d'ensemble positif à 8,2 M€ contre 6,1 M€ l'an dernier;
- Tandis que les événements survenus début janvier 2015 à Paris ont eu un impact négatif sur les performances commerciales d'Habitat dont l'EBITDA à fin mars s'établit à -2,1 M€ contre -1,1 M€ au 31 mars 2014.

2) Le renforcement des positions commerciales outre-mer avec l'implantation d'un magasin Darty en octobre 2014 en Guyane. Nous exploitons 8 magasins But, 3 magasins Darty et 2 magasins Habitat contre 6 magasins But et 5 magasins Conforama au cours du S1 2014.

3) La poursuite du développement rapide de la franchise Habitat dont les revenus doublent par rapport au 31 mars 2014.

4) Un endettement financier à 53,2 M€, en diminution sensible par rapport au 30 septembre 2014 où il s'établissait à 58,0 M€.

Données non auditées	S1 2014	S1 2015	Variation
En M€	(clos au 31/03/14)	(clos au 31/03/15)	
Distribution traditionnelle en Outre-mer	80	88	+10.7%
e-Commerce	36	42	+16.2%
Habitat	74	76	+3.9%
Chiffre d'affaires consolidé	189.5	206.5	+9.0%
Ebitda	9.1	9.6	+5.5%
Résultat opérationnel courant	6.5	5.6	-13.8%
Résultat opérationnel ¹	3.5	4.7	+34.3%
Résultat net	1.3	1.9	+46.2%

La très bonne dynamique du pôle e-Commerce (Vente-unique.com et DirectLowCost.com) et la solide contribution des magasins outre-mer ont permis de compenser les performances en léger retrait d'Habitat. Ces performances confirment la pertinence du business model internet et de la stratégie de renforcement des positions commerciales outre-mer avec la montée en puissance de l'implantation des « complexes » BUT/Darty/Habitat. Le chiffre d'affaires consolidé ressort ainsi en progression de +9,0%, à 206,5 M€ et la marge brute s'améliore de 10,7% à 100,0 M€, soit 48,4% du chiffre d'affaires.

¹ Après résultat des sociétés mises en équivalence

Les effets négatifs des événements survenus début janvier 2015 à Paris n'ont pas été compensés par le développement soutenu de la franchise Habitat.

L'EBITDA consolidé enregistre toutefois une légère progression pour s'établir à 9,6 M€ au 31 mars 2015 contre 9,1 M€ un an plus tôt, sous l'effet des bonnes performances des pôles outre-mer et internet.

Le résultat net du 1^{er} semestre 2015 s'élève à +1,9 M€ contre un bénéfice de 1,3 M€ au 1^{er} semestre 2014. Ce résultat tient compte d'une charge non courante liée au départ de salariés dans le cadre du PSE Habitat pour 1 M€.

Au 31 mars 2015, les fonds propres du Groupe s'élèvent à 123,9 M€ (dont 123,4 M€ part du Groupe) pour un endettement financier net de 53.2 M€.

Distribution traditionnelle en Outre-mer

Au 1^{er} semestre, les magasins situés en Outre-mer ont réalisé un chiffre d'affaires de 88,1 M€, en hausse de +10,7% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, dont +6,8% à périmètre comparable.

e-Commerce

Le pôle e-Commerce, regroupant les sites Internet Vente-unique.com (B2C) et DirectLowCost.com (B2B), affiche un chiffre d'affaires en solide progression de +16,2% sur un an, à 42,3 M€.

L'activité de Vente-Unique.com poursuit sa croissance et génère un chiffre d'affaires de 34,2 M€, en hausse de +15,5% par rapport au semestre précédent démontrant ainsi l'efficacité de son modèle économique.

Le chiffre d'affaires de DirectLowCost.com ressort en hausse de +18,6%, à 8,1 M€. Le site poursuit sa stratégie de déploiement à l'international avec, à ce jour, plus de 60 pays livrés dans le monde.

Habitat

Au 1^{er} semestre, Habitat a réalisé un chiffre d'affaires de 76,4 M€, en progression de +3,9% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent (-2,8% à nombre de magasins constants), renouant ainsi avec la croissance sous l'effet de la stratégie de redéploiement de la marque Premium en France et à l'international.

Depuis le début de l'exercice, le Groupe a signé un accord de franchise en Thaïlande et en Suisse, marché extrêmement porteur en Europe, où le franchisé prévoit d'ouvrir 7 magasins à moyen terme. A fin mars 2015, Habitat compte désormais 36 magasins en propre (France, Allemagne, Espagne) et 34 magasins en franchise (dont 2 dans les DOM-COM) dans 18 pays et prévoit d'autres ouvertures cette année, notamment en Asie (Chine, Thaïlande,...), en Europe (Suisse) et au Moyen-Orient (Qatar).

Il est à noter que les attentats survenus à Paris en janvier dernier ont eu un impact immédiat sur le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre (produits en stock) et auront également un impact différé important sur le chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre fiscal (produits sur catalogue).

Monsieur Arnaud Montebourg, ancien ministre de l'économie au sein du gouvernement de Manuel Valls, a été nommé vice-président d'Habitat. Il a pris en charge les sujets liés à l'innovation et siège au Comité Stratégique d'Habitat.

Evènements postérieurs à la clôture et Perspectives

E-Commerce

Le Management du Groupe estime que la potentialité de Vente-Unique en termes de succès commercial et de rentabilité est importante. Vente-Unique a toutefois aussi été impactée par les événements de janvier 2015. Le Groupe envisage par ailleurs le développement de deux activités liées au savoir-faire reconnu de Vente-Unique ; l'une au titre de la commercialisation de sa solution informatique (à travers sa filiale VU SOFTWARE), l'autre pour ce qui concerne la commercialisation de solutions logistiques complètes pour des pure players internet étrangers qui désirent s'implanter sur le territoire Français et Européen (à travers sa filiale VU LOG).

Le site DirectLowCost réservé aux professionnels poursuit son développement de manière harmonieuse et permet de livrer des clients dans près de 60 pays. Le Management utilise également cette plateforme de clients comme une veille stratégique qui lui permet d'entretenir des relations privilégiées avec des acteurs locaux afin d'affiner sa connaissance des marchés et développer des courants d'affaires avec des candidats potentiels à la franchise Habitat et e-commerce.

Distribution traditionnelle en Outre-Mer

Après l'ouverture réussie de 3 magasins Darty et 2 magasins Habitat aux Antilles, le Groupe a poursuivi le renouvellement et l'enrichissement de son offre en Outre-mer avec :

- L'ouverture d'un magasin Darty et d'un magasin Habitat sur l'île de la Réunion le 22 avril 2015 ;
- L'ouverture d'un magasin Habitat à Saint-Martin le 23 avril 2015.

De nouvelles ouvertures sont également prévues en Nouvelle-Calédonie.

Habitat

Le réseau de magasins en propre (succursales) a été enrichi en France avec l'ouverture de Reims le 15 avril, du nouveau magasin de Montpellier/Mantilla le 2 mai et d'Avignon Vedène le 21 mai. L'ouverture du magasin de Marseille/Voûtes est prévue en juillet 2015.

Le Management a en projet les ouvertures de Metz et Toulon.

Facteurs de risques et transactions entre parties liées

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

Nous détaillons ci-dessous les facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être exposé. Ces facteurs de risques sont présentés de manière hiérarchisée et consistent en un suivi des facteurs de risques décrits au sein de notre Rapport Financier Annuel au 30 septembre 2014.

Pour chaque facteur de risque, nous avons détaillé sa nature, son impact et les mesures de réduction mises en place.

Risques Opérationnels

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
Approvisionnements	<p>Le groupe CAFOM a notamment construit son savoir-faire sur le sourcing de ses produits. Le sourcing CAFOM couvre tout le spectre métier, de la spécification du produit à rechercher à sa logistique complète (stockage en Asie par exemple, opérations de douane amont/aval, transport maritime, dépotage, stockage final en France et/ou outre-mer, transports vers les points de vente). Le Groupe propose d'ailleurs pour ses clients tiers une gamme complète de services et prestations liés au sourcing notamment à travers sa filiale internet Direct Low Cost depuis laquelle le groupe livre des clients établis dans 60 pays. Le savoir-faire important du Groupe en matière de sourcing se reflète dans un panel de fournisseurs adéquat et dimensionné en proportion des contraintes et volumes du Groupe.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>	Effet négatif sur les stocks, la marge et <i>in fine</i> sur le résultat opérationnel.	Le risque d'avoir à subir une défaillance d'un ou plusieurs fournisseurs clés/stratégiques comme celui d'avoir à subir un dysfonctionnement logistique majeur est estimé par la Direction du Groupe comme faible .

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
<p>Perte de franchises</p>	<p>Le Groupe exploite actuellement trois franchises outre-mer : BUT, Darty et Habitat. S'agissant de la première, les magasins outre-mer représentent des implantations majeures pour BUT ; le magasin de Matoury (Cayenne, Guyane) est d'ailleurs avec près de 6.000m² le plus grand du réseau. A l'occasion de la mutation opérée consécutivement à l'arrêt de la franchise Conforama au 31/12/2013, le Groupe a signé un avenant pour le transfert du magasin BUT de Martinique et signé deux nouveaux contrats pour les magasins de St-Laurent et Kourou (anciens Conforama devenus BUT), montrant ainsi la pertinence de notre relation avec notre franchiseur historique.</p> <p>Pour ce qui concerne la licence de marque Darty, le Groupe a déjà implanté les magasins de Martinique (mai 2014), Guadeloupe (juillet 2014) et Guyane (inauguration le 17 octobre 2014). Au terme du contrat de licence signé avec Darty, le Groupe a également réservé les territoires de La Réunion, Saint-Martin et de la Nouvelle-Calédonie.</p> <p>Le magasin de Saint-Denis de La Réunion a ouvert le 22 avril 2015.</p> <p>Enfin, s'agissant des franchises Habitat outre-mer, celle-ci est exploitée au sein de deux magasins (Guyane et Martinique). Le troisième magasin a ouvert le 22 avril 2015 à Saint-Denis de La Réunion. Un magasin a également été ouvert à Saint-Martin le 23 avril 2015.</p> <p>Le Groupe est également franchiseur via la marque Habitat, dont il est propriétaire à l'exclusion de la marque au Royaume Uni. A ce jour, Habitat s'appuie sur un</p>	<p>Effet négatif sur le chiffre d'affaires, la marge et <i>in fine</i> sur le résultat opérationnel.</p> <p>Effet adverse sur l'image et la marque.</p>	<p>Le risque lié aux pertes de franchises est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p>

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
	<p>réseau de franchisés implantés en France, Norvège, Suède, Islande, Belgique, Luxembourg,, Grèce, Turquie, Malte, Monténégro, Finlande, Chine, Madagascar et Singapour. Le plan de développement d’Habitat prévoit l’ouverture dans les deux ans de franchises en Asie de l’Est et du Sud-Est (Chine, Thaïlande, Philippines, Hong Kong,), dans les Pays du Golfe (Qatar), en Suisse (7 points de vente), en France (de 5 à 10 points de vente) et en Amérique Centrale (Guatemala). D’autres territoires sont également actuellement en cours de discussion. L’expérience de la Direction en matière de développement de la franchise et la renommée de la marque Habitat constituent des vecteurs très positifs de soutien à la croissance.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n’est à noter et la Direction du Groupe maintient l’évaluation de ce facteur de risque telle qu’indiquée au 30/09/2014.</i></p>		
<p>Recouvrement de créances</p>	<p>Pour ce qui concerne la distribution en magasins (BUT, Darty, Habitat), la très large majorité des ventes est réalisée au comptant, de facto, sans risque. Pour les ventes à terme, la nature de notre portefeuille clients associée à nos processus de suivi/relance nous permet de limiter significativement le risque d’impayés. Enfin, pour le cas des clients magasins qui règlent à terme, le Groupe a conclu un contrat cadre avec une société de recouvrement par voie extra-judiciaire dont les résultats obtenus nous permettent de recouvrer une proportion importante de créances impayées. Nos magasins disposent, soit en consultation amont préventive (Cafom Outre-mer), soit en</p>	<p>Effet négatif sur le résultat net.</p>	<p>Le risque lié au recouvrement de créances est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p>

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
	<p>garantie totale d'une assurance chèques impayés (Habitat).</p> <p>Nos activités sur internet proposent des modes de paiement par carte sécurisés (pour l'utilisateur et pour le commerçant via le protocole 3D-Secure ou équivalent).</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>		
Marques et enseignes	<p>Voir aussi paragraphe « risque lié à la perte de franchises ».</p> <p>Les marques exploitées en propre sont la propriété du Groupe (en particulier Habitat et Vente-Unique). Le Groupe veille à une protection appropriée de ses marques, d'une part au sein des territoires/pays exploités, d'autre part dans des territoires/pays où celles-ci pourraient être exploitées. La protection vise le dépôt et l'enregistrement des marques dans ces territoires.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>	Effet négatif sur le chiffre d'affaires, la marge et <i>in fine</i> sur le résultat opérationnel.	Le risque lié aux marques et enseignes est estimé par la Direction du Groupe comme faible .
Social	<p>Pour ce qui concerne Habitat, le Plan de Sauvegarde de l'Emploi notifiée à la DIRECCTE fin décembre 2013, arrivera prochainement à son terme après que les derniers congés de reclassement (d'une durée maximale de 12 mois) seront achevés. La Direction d'Habitat consulte très régulièrement les instances représentatives du personnel.</p> <p>Pour ce qui concerne les magasins outre-mer de CAFOM, les</p>	<p>Effet négatif sur le résultat opérationnel.</p> <p>Effet adverse sur l'image.</p>	Les risques sociaux sont estimés par la Direction du Groupe comme maîtrisés .

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
	<p>consultations et discussions avec les élus sont continues et la Direction ne note, à ce stade, aucune difficulté particulière à l'exception de la Guadeloupe dont la situation financière actuelle nécessitera certains ajustements.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>		
Conjoncture économique	<p>Le groupe CAFOM intervient dans un contexte général fortement déprimé (baisse soutenue de la consommation des ménages et repli sensible du marché du meuble et de l'équipement de la maison). Pour autant, les performances commerciales, notamment d'Habitat, restent relativement satisfaisantes, en légère progression par rapport à l'année précédente. La distribution outre-mer souffre davantage d'un contexte économique difficile, particulièrement dans les îles. Toutefois l'introduction des enseignes Darty et Habitat et le redéploiement de But permettent de soutenir la croissance des activités depuis le troisième trimestre civil 2014.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>	Effet négatif sur le chiffre d'affaires, la marge et in fine sur le résultat opérationnel.	Le risque lié à la conjoncture est estimé par la Direction du Groupe comme maîtrisé .
Acquisitions	<p>La potentialité de ce risque se concentre exclusivement sur Habitat, acquisition significative et majeure du Groupe au cours de ces dernières années. L'acquisition d'Habitat par le groupe CAFOM n'a pas entraîné de déstabilisation opérationnelle du Groupe ; elle s'est au contraire inscrite dans la logique de</p>	<p>Effet dilutif de la marge et au-delà de le résultat opérationnel.</p> <p>Objectifs de rentabilité/ performance du Groupe non atteints</p>	Le risque lié aux acquisitions est estimé par la Direction du Groupe comme maîtrisé .

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
	<p>développement de marque. L'actionnaire joue depuis l'acquisition pleinement son rôle et a consenti des efforts financiers significatifs pour soutenir la trésorerie d'Habitat dans des proportions totalement compatibles avec ses moyens et contraintes. Le Conseil d'Administration de CAFOM est informé très en amont de tout projet éventuel d'acquisition et confie au Président le degré de pouvoir et délégation approprié pour conduire, lorsqu'ils se présentent, les projets d'acquisition.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 : Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>		
Systèmes d'information	<p>Le Groupe a achevé la migration des systèmes d'information : système de caisses magasins, système d'information comptable et financier, système d'information intégré (ERP). Ces systèmes sont aujourd'hui totalement opérationnels.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 : Les systèmes d'information Habitat sont totalement opérationnels et les derniers aménagements fonctionnels ont été réalisés au cours du semestre. La Direction du Groupe abaisse donc l'évaluation de ce facteur de risque par rapport à celle au 30/09/2014</i></p>	<p>Incapacité à conduire les affaires, effet négatif sur le chiffre d'affaires et sur la fiabilité des données comptables et financières, image du Groupe écornée.</p>	<p>Le risque lié au système d'information est estimé par la Direction du groupe comme faible.</p>
Industriels & environnementaux	<p>Notre annexe « RSE » établie pour la clôture au 30/09/2014 détaille les principaux impacts que notre activité a sur l'environnement/ Compte tenu de notre métier, les impacts environnementaux sont très limités.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i></p>	<p>Effet adverse sur l'image du Groupe.</p>	<p>Les risques industriels & environnementaux sont estimés par la Direction du Groupe comme faibles.</p>

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
	<i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i>		
Décentralisation du Groupe	<p>Par construction (croissance externe & implantations géographiques multiples), le Groupe est structurellement décentralisé. Une telle structure est reflétée dans le mode de management du Groupe, lui-même déconcentré, même si la Direction Générale reste ultimement responsable en termes de prise de décisions majeures (stratégie, nomination des managers clés, investissements, croissance externe, etc.). Le dispositif de contrôle interne que le Groupe a choisi de mettre en place tient compte de ce mode d'organisation et de management, mais les éléments clés font l'objet d'un contrôle centralisé, notamment : délégations de pouvoirs et de signatures, revues de direction, nomination des managers clés, validation des packages de rémunérations des managers clés, validation des budgets et forecasts, revue mensuelle des reportings financiers et opérationnels, validation et signature des contrats cadres clients et fournisseurs, gestion de la trésorerie du Groupe, autorisation des investissements.</p> <p>Afin de fluidifier la communication en dépit de l'éclatement des centres de profit du groupe, un système de visio-conférence relie les sites de Shenzhen, Suisse, Habitat siège, Cafom Pré-Saint Gervais, Réunion, Guyane, Guadeloupe et Martinique.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>	Perte d'efficacité opérationnelle. Processus & procédures non respectés.	Le risque à la décentralisation du Groupe est estimé par la Direction du Groupe comme faible .
Juridique &	Le processus d'acceptation des	Effet négatif sur	Les risques

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
réglementaire	<p>contrats clés met en œuvre une revue juridique systématique. Cette revue s'assure notamment qu'il n'existe pas de conditions inacceptables pour le Groupe.</p> <p>Le Groupe fait également appel à des conseils externes pour traiter les aspects réglementaires & juridiques complexes et/ou afférents à des juridictions étrangères. Ces conseils interviennent notamment en matière de droit de la propriété intellectuelle, en droit des sociétés et en droit social.</p> <p><i>Les principaux litiges ont fait l'objet d'une analyse par le management, qui a estimé qu'en date de clôture, ces différents litiges appelaient une mise à niveau des provisions relatives.</i></p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>	<p>l'EBITDA. Image du Groupe écornée.</p>	<p>juridiques & réglementaires sont estimés par la Direction du Groupe comme faibles.</p>
Départ de personnes clés	<p>Tous les actionnaires dirigeants du groupe exercent des fonctions opérationnelles au sein du Groupe et assurent la direction opérationnelle au quotidien des enseignes exploitées en France comme outre-mer. Les équipes qui les entourent garantissent des possibilités de substitution adéquates en cas de départ d'une personne clé. Par ailleurs, nos systèmes d'information (voir également <i>supra</i>) sont ainsi conçus qu'ils sont suffisamment indépendants des personnes en ce sens qu'ils embarquent les processus afin de contribuer à un degré élevé de poursuite des activités en cas d'absence prolongée ou de départ d'une ou plusieurs personnes clés. Par ailleurs, la Direction d'Habitat a commencé une revue de profils</p>	<p>Perte de savoir-faire. Perte d'efficacité opérationnelle. Processus & procédures non respectés.</p>	<p>Le risque lié au départ de personnes clés est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p>

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
	<p>et potentiels afin d'orienter sa politique ressources humaines en matière de rotation des équipes et d'identification des personnels clés.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>		
Dépréciation du goodwill	<p>Les tests réalisés pour la clôture au 30 septembre 2014 et au 31 mars 2015 n'ont pas révélé d'indice de perte de valeur compte tenu du caractère exceptionnel des événements de janvier 2015</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>	Effet négatif sur le résultat net.	Le risque lié à la dépréciation du goodwill est estimé par la Direction du Groupe comme faible .

Risques Financiers

Catégorie	Nature et mesures de réduction existantes	Impact	Estimation du Management
Risque de prix	<p>Les achats du Groupe libellés en USD se sont élevés à 31,4 M au cours de la période du 1^{er} octobre 2014 au 31 mars 2015, répartis entre Cafom Distribution pour 8,9 M, Cafom Marketing pour 4,4 M, DirectLowCost pour 8,1 M et Habitat pour 9,9 M.</p> <p>Le Management du Groupe n'estime pas pour le moment opportun de mettre en œuvre une politique de couverture des achats en USD compte tenu de l'évolution des cours.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>	<p>Volatilité des cours non maîtrisée.</p> <p>Dérive du résultat de change.</p> <p>Effet dilutif/adverse sur la marge brute et le résultat opérationnel.</p>	Le risque de prix est estimé par la Direction du Groupe comme maîtrisé .

<p>Risque de crédit</p>	<p>Pour ce qui concerne les relations bancaires du Groupe, ce dernier dispose d'un large panel d'établissements. Au côté d'un pool bancaire constitué de trois établissements majeurs ; le Groupe a noué des relations historiques avec quatre autres partenaires de premier ordre auprès desquels le Groupe a négocié des lignes de financements court terme (découvert et escompte) et répartit proportionnellement ses flux d'encaissements (espèces, chèques et cartes bancaires).</p> <p>Pour ce qui concerne ses relations avec les fournisseurs, le Groupe s'adresse à un large panel de partenaires commerciaux implantés en France comme à l'étranger. Les conditions financières négociées avec ces derniers tiennent compte des contraintes liées au besoin de financement de l'exploitation du Groupe. Pour les fournisseurs étrangers, les règlements à crédit sont généralement garantis par une assurance/couverture <i>ad hoc</i>. Sur ce dernier point, le Management du Groupe veille en permanence à l'adéquation entre le niveau d'assurance requis et les termes de paiements souhaités et obtenus de la part de ses fournisseurs.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>	<p>Accès restreint aux liquidités et aux marchés de capitaux. Dépendance accrue ou avérée vis-à-vis d'un nombre réduit de partenaires financiers.</p> <p>Assèchement du crédit fournisseurs. Déséquilibre du besoin en fonds de roulement et impact sur la structure financière du Groupe. Effet adverse sur les frais financiers.</p>	<p>Le risque est maîtrisé et l'amélioration des résultats devrait permettre un assouplissement de la position des assureurs crédit</p>
<p>Risque de liquidité</p>	<p>A la date de clôture, les engagements financiers dont le Groupe dispose lui permettent de réaliser ses ambitions tout en disposant des moyens nécessaires au financement de son exploitation et de son développement. Jusqu'à présent, le Groupe n'a pas rencontré de difficultés majeures liées à l'accès aux liquidités requises.</p>	<p>Déséquilibre de la structure financière du Groupe. Inadéquation entre les objectifs du Groupe et les moyens financiers mis à sa disposition.</p>	<p>Le risque de liquidité est estimé par la Direction du Groupe comme faible.</p>

	<p>Le Groupe est soumis à des covenants attachés à la dette syndiquée souscrite pour financer l'acquisition d'Habitat. A la date de clôture au 30 septembre 2014, le Groupe n'avait pas respecté les ratios EBITDA/Dette financière nette et Cash-flow net/Service de la dette ainsi que la limite annuelle d'investissements.</p> <p>En date du 12 novembre 2014, le Groupe a obtenu un <i>waiver</i> à l'unanimité des banquiers du syndicat au terme duquel ils renoncent à se prévaloir de la clause de remboursement anticipé du prêt syndiqué.</p> <p>Au terme de ce <i>waiver</i>, le test des ratios au 31 mars 2015 est supprimé.</p> <p><i>Evolution par rapport au 30/09/2014 :</i> <i>Aucune évolution adverse n'est à noter et la Direction du Groupe maintient l'évaluation de ce facteur de risque telle qu'indiquée au 30/09/2014.</i></p>	<p>Incapacité pour le Groupe de faire face à ses engagements financiers.</p>	
--	---	--	--

Risques sur actions

Au 31 mars 2015, le Groupe détient 383.904 actions d'auto-détention comptabilisées en titres immobilisés pour 1.735 Keuros, soit un prix de revient de 4,52 € par action. Les actions d'autocontrôle ont été acquises dans le cadre de la régularisation du cours de bourse via un contrat de liquidité.

Risques de variation de cours

Nous vous précisons que la Société n'intervient pas de manière significative sur les marchés financiers.

➤ Transactions entre parties liées

Les principales opérations du semestre, entre l'ensemble des parties liées du groupe CAFOM, sont détaillées dans la note 4.25.

**GROUPE
CAFOM**

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
CONDENSES SEMESTRIELS
AU 31 MARS 2015**

ETAT FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES AU 31 MARS 2015

En milliers d'Euros	Notes	31/03/2015 6 mois	31/03/2014 6 mois
Chiffres d'affaires	4.13	206 517	189 454
Prix de revient des ventes		(106 534)	(98 759)
MARGE BRUTE		99 983	90 695
Charges de personnel	4.14	(29 984)	(28 226)
Autres charges opérationnelles courantes	4.15	(64 448)	(55 685)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		5 552	6 784
Autres produits et charges opérationnels	4.16	(1 437)	(3 839)
RESULTAT OPERATIONNEL		4 115	2 945
Quote part des sociétés mises en équivalence	4.3	596	586
RESULTAT OPERATIONNEL après résultat des sociétés mise en équivalence		4 711	3 531
Intérêts et charges assimilées	4.17	(1 206)	(1 333)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER		(1 206)	(1 333)
Autres produits et charges financières		31	203
RESULTAT FINANCIER		(1 175)	(1 130)
RESULTAT AVANT IMPOTS		3 536	2 401
Charges d'impôts	4.18	(1 601)	(1 077)
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		1 935	1 324
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou disponibles à la vente			
RESULTAT NET		1 935	1 324
<i>dont :</i>			
- <i>part du Groupe</i>		1 784	1 179
- <i>part des minoritaires</i>		151	145
- <i>Résultat net des activités poursuivies</i>		1 935	1 324
- <i>Résultat net des activités cédées</i>			
Résultat de base par action, en euros			
Résultat net des activités poursuivies par action		0,23	0,16
Résultat net des activités abandonnées par action			
Résultat net part du Groupe par action		0,21	0,14
Résultat dilué par action, en euros			
Résultat net des activités poursuivies par action		0,21	0,15
Résultat net des activités abandonnées par action			
Résultat net part du Groupe par action		0,19	0,13

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

en milliers d'euros	31/03/2015 6 mois	31/03/2014 6 mois
Résultat net de l'exercice	1 935	1 179
Ecart de conversion	1 200	74
Autres mouvements		
Ecart actuariel sur les provisions d'indemnités de fin de carrière	-179	
Autres éléments du résultat global	1 021	74
Résultat global - part du Groupe	2 805	1 108
Résultat global - part des minoritaires	151	145
Résultat global	2 956	1 253

ACTIF

En milliers d'Euros	NOTES	31/03/2015	30/09/2014
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	4.1	40 838	40 838
Autres immobilisations incorporelles	4.1	39 921	39 368
Immobilisations corporelles	4.2	52 817	50 575
Titres mis en équivalence	4.3	8 052	7 457
Autres actifs financiers non courants	4.4	10 814	10 518
Actifs destinés à être vendus	4.19	0	3 480
Actifs d'impôts différés	4.11	8 962	9 662
Total des actifs non courants		161 404	161 898
ACTIFS COURANTS			
Stocks	4.5	92 499	95 833
Créances clients et comptes rattachés	4.6	31 286	27 959
Autres créances	4.6	18 153	18 064
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.20.1	16 881	12 447
Total des actifs courants		158 819	154 303
TOTAL ACTIF		320 223	316 201

PASSIF

En milliers d'Euros	NOTES	31/03/2015	30/09/2014
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	4.8	43 489	43 489
Réserves liées au capital		78 078	77 339
Résultat net part du Groupe		1 784	-126
Capitaux propres - part revenant au Groupe		123 351	120 702
Intérêts minoritaires dans le résultat		151	191
Réserves revenant aux minoritaires		403	762
Capitaux propres - part revenant aux minoritaires		554	953
CAPITAUX PROPRES		123 905	121 655
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions non courantes	4.10	3 852	3 322
Impôt différé passif	4.11	14 359	14 416
Dettes financières à long terme	4.12	26 590	19 273
Autres dettes non courantes	4.20.3	2 843	4 609
Total des passifs non courants		47 644	41 620
PASSIFS COURANTS			
Emprunts et dettes financières à court terme	4.12	6 643	16 608
Autres passifs financiers courants	4.12	36 822	34 575
Dettes fournisseurs		71 038	65 817
Dettes fiscales et sociales		26 739	27 170
Autres passifs courants		5 711	6 306
Provisions courantes	4.10	1 721	2 449
Total des passifs courants (1)		148 674	152 926
TOTAL PASSIF		320 223	316 201

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Nombres d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Résultat global comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres – part du groupe	Capitaux – propres – part des Minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres clôture au 30 septembre 2013	8 527 238	43 489	-	- 1 409	75 393	- 197	117 152	791	117 943
Opérations sur capital (*)			4 080				4 080		4 080
Paiements fondés sur des actions							-		-
Opérations sur titres auto-détenus				- 196			- 196		- 196
Dividendes							-	29	- 29
Résultat net de l'exercice au 30 septembre 2014					- 126		- 126	191	65
Résultat global comptabilisés directement en capitaux propres						260	- 260		- 260
Autres mouvements						51	51		51
Capitaux propres clôture au 30 septembre 2014	8 527 238	43 489	4 080	- 1 605	75 267	- 406	120 702	953	121 655
Opérations sur capital (**)					-		-		-
Paiements fondés sur des actions							-	509	- 509
Opérations sur titres auto-détenus				- 165			- 165		- 165
Dividendes							-	30	- 30
Résultat net de l'exercice au 31 mars 2015					1 784		1 784	151	1 935
Résultat global comptabilisés directement en capitaux propres						1 020	1 020		1 020
Autres mouvements						10	10	- 10	-
Capitaux propres clôture au 31 mars 2015	8 527 238	43 489	4 080	- 1 770	77 051	625	123 351	554	123 905

(*) retraitement correspondant :

- à la composante dette de l'emprunt obligataire transformé en ORANE

- aux intérêts rattachés aux souscripteurs de l'ORANE chez CAFOM SA pour 1 183 K€ déduction faite de l'impôt différé de 394 K€

(**) retraitement correspondant à l'acquisition des parts d'un minoritaire sur la société Vente Unique

(***) retraitement correspondant :

- à l'écart de conversion imputable sur les devises en FCHF pour 1 200 K€

- à l'écart actuariels sur les indemnités de départ à la retraite pour 179 K€

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'Euros	Notes	31/03/2015 6 mois	31/03/2014 6 mois
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>			
RESULTAT NET		1 935	1 325
Amortissements et provisions	4.20.2	4 000	5 554
Variation des immobilisations			-57
Variation des provisions		-467	-1 289
Plus value de cession, nettes d'impôt		156	-209
Impôts différés	4.8	732	135
Titres mis en équivalence	4.3	-595	-586
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT		5 761	4 873
Variation du besoin en fonds de roulement	4.20.3	4 124	3 927
Flux net de trésorerie généré par l'activité		9 885	8 800
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>			
Acquisition d'immobilisations	4.20.4	-8 902	-7 476
Cessions d'immobilisations	4.20.4	5 125	3 990
Incidence des variations de périmètre nette de trésorerie			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-3 777	-3 486
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>			
Dividendes versés		-30	
Souscription d'emprunts	4.12.3	1 400	
Remboursements d'emprunts	4.12.3	-4 049	-2 292
Augmentation des capitaux propres		-509	
Ventes (rachats des actions propres)		-165	3
Variations des autres dettes non courantes (y compris comptes courant)		-1 766	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-5 120	-2 289
<u>Flux nets liés aux activités cédées</u>			
Variation nette de la trésorerie		988	3 025
Incidence des variations de cours de devises		1 200	69
Trésorerie nette en début d'exercice	4.20.1	-22 128	-15 048
Trésorerie nette à la fin de l'exercice	4.20.1	-19 940	-11 954

Notes annexes aux comptes consolidés condensés au 31 mars 2015

NOTE.1	GENERALITES	27
NOTE.2	METHODES COMPTABLES	27
2.1	CADRE GENERAL	27
2.2	PRINCIPES COMPTABLES, REGLES ET METHODES D'EVALUATION	27
2.3	RECOURS A DES ESTIMATIONS ET AU JUGEMENT	29
NOTE.3	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	30
3.1	LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES	30
NOTE.4	NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	31
4.1	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	31
4.1.1	ECARTS D'ACQUISITION :	31
4.1.2	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	32
4.2	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	33
4.3	TITRES MIS EN EQUIVALENCE :	34
4.4	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS :	35
4.5	STOCKS :	36
4.6	CREANCES :	36
4.7	IMPOTS DIFFERES:	36
4.7.1	SOLDE DES IMPOTS DIFFERES ACTIF:	36
4.8	CAPITAUX PROPRES:	37
4.8.1	CAPITAL :	37
4.8.2	DIVIDENDES:	37
4.8.3	ACTIONS PROPRES :	37
4.9	PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS :	38
4.10	PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES :	38
4.10.1	PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES :	38
4.10.2	NATURE DES PROVISIONS :	38
4.10.3	INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE :	38
4.11	IMPOTS DIFFERES PASSIF :	39
4.12	DETTES FINANCIERES :	40
4.12.1	ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES :	40
4.12.2	NATURE DES DETTES FINANCIERES :	41
4.12.3	EVOLUTION DES DETTES FINANCIERES :	41
4.13	CHIFFRE D'AFFAIRES :	42
4.14	FRAIS DE PERSONNEL :	42
4.15	AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES :	42
4.16	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS :	43

4.17	COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER :	43
4.18	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET DIFFERES:	43
4.18.1	DECOMPOSITION DE LA CHARGE D'IMPOT :	43
4.18.2	EXPLICATION DE LA CHARGE D'IMPOT :	44
4.19	ACTIF DETENUS EN VUE DE LA VENTE, ACTIVITES ARRETEES, CEDEES OU EN COURS DE	
CESSION		44
4.20	NOTE ANNEXE AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE NETTE CONSOLIDE :	44
4.20.1	VARIATION DE LA TRESORERIE (EN K€) :	44
4.20.2	DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS :	45
4.20.3	FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION :	45
4.20.4	FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES INVESTISSEMENTS	45
4.21	TAUX DE CONVERSION :	46
4.22	RESULTAT PAR ACTION :	46
4.23	INFORMATIONS SECTORIELLES :	47
4.23.1	SECTEURS OPERATIONNELS (PAR ENSEIGNE) :	47
4.24	ENGAGEMENT HORS BILAN	48
4.25	INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES :	49

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note.1 Généralités

Cafom, société-mère du Groupe, est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration, dont le siège social est 3 avenue Hoche 75008 Paris, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 422 323 303 RCS Paris et est cotée sur NYSE Euronext Paris .

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2015 reflètent la situation comptable de Cafom et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées et coentreprises.

Le Conseil d'administration du 30 juin 2015 a arrêté les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2015 et a donné son autorisation à leur publication le 30 juin 2015.

Note.2 Méthodes comptables

2.1 Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés condensés semestriels ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 mars 2015 (référentiel disponible sur http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les comptes consolidés condensés semestriels ont été établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice 2013/2014, à l'exception des éléments présentés en notes 2.2 et 2.3, et des spécificités de la norme IAS 34 concernant notamment le calcul de l'impôt et des engagements de retraite.

Les principes comptables figurent de manière détaillée dans le rapport annuel de l'exercice 2013/2014.

2.2 Principes comptables, règles et méthodes d'évaluation

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels consolidés du 30 septembre 2014 à l'exception des normes explicitées ci dessous.

De nouvelles normes et interprétations, dont l'application est rendue obligatoire pour l'exercice ouvert le 1er octobre 2014, ont été retenues pour l'élaboration des états financiers du 1er semestre de l'exercice 2014/2015.

Ces nouvelles normes, interprétations et amendements appliqués sur l'exercice 2014/2015 et non anticipés dans les états financiers de l'exercice 2013/2014 correspondent à :

_ La norme IFRS 10 relative aux états financiers consolidés (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ; La norme IFRS 10 remplace les dispositions relatives aux états financiers

consolidés qui figuraient dans la norme IAS27 « Etats financiers consolidés et individuels » ainsi que l'interprétation SIC 12 « Consolidation-entités ad hoc ».

La norme IFRS 10 introduit un nouveau modèle unique de contrôle fondé sur trois critères : « un investisseur contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci ». Auparavant, le contrôle était défini dans la norme IAS 27 comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités

L'application de cette première application de la norme IFRS 10 n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

_ La norme IFRS 11 «Partenariats», (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ; La norme IFRS 11 remplace la norme IAS 31 « Participations dans des co-entreprises » et l'interprétation SIC 13 « Entités contrôlées conjointement – apports non monétaires par des coentrepreneurs ». Cette nouvelle norme définit la manière dont doit être traité un partenariat au travers duquel au moins deux parties exercent un contrôle conjoint.

En application de cette nouvelle norme, seuls deux types de partenariat existent : les co-entreprises et les activités conjointes, la classification des partenariats s'effectuant sur la base des droits et obligations de chacune des parties dans le partenariat, en prenant notamment en compte la structure, la forme juridique des accords, les droits conférés à chacune des parties par les accords et, ainsi que les faits et circonstances le cas échéant.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties (« co-entrepreneurs ») qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties (« co-participants ») ont des droits directs sur les actifs et des obligations au titre des passifs de l'entité.

Pour rappel la norme IAS 31 définissait trois types de partenariat, en s'appuyant principalement sur la forme juridique du partenariat. En application de la norme IAS 31, le Groupe comptabilisait ses partenariats, réalisés en co-entreprises, en utilisant la méthode de l'intégration proportionnelle.

En application de la norme IFRS 11, les partenariats qualifiés de co-entreprises doivent être comptabilisés selon la méthode la mise en équivalence (la méthode de l'intégration proportionnelle n'est plus autorisée). Chacun des co-participants à une activité conjointe doit comptabiliser les actifs et les passifs (et produits et charges) relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe. Les modifications introduites sur les formes de partenariats et les modes de consolidation qui en résultent ont conduit le Groupe à mener des travaux de revue de ses partenariats, sur l'ensemble des périodes présentées.

L'application de cette première application de la norme IFRS 11 n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

_ La norme IFRS 12 relative aux informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014) ; La norme IFRS 12 est une norme qui précise les informations à fournir au titre des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et/ou des entreprises structurées non consolidées. Cette norme s'appliquera pour la première fois au Groupe lors de l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice 2014-2015 et entraînera un enrichissement des notes aux états financiers.

L'application de cette première application de la norme IFRS 12 n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

_ l'amendement de la norme IAS 27 relatif aux états financiers individuels ;

_ l'amendement de la norme IAS 28 « Participation dans des entreprises associées et dans des coentreprises » ;

_ l'interprétation « IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique » relative à la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible (applicable aux exercices ouverts à compter du 17 juin 2014). Cette interprétation est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014. Cependant l'article 2 du règlement de l'Union Européenne reporte l'application obligatoire de cette interprétation, pour les pays de l'UE, aux exercices ouverts à compter du 17 juin 2014. Cette interprétation précise que le fait générateur de la comptabilisation de la dette des taxes diverses, droits et autres prélèvements, qui ne sont pas dans le champ d'application de la norme IAS12, dépend des termes de la législation y afférent, indépendamment de l'assiette de la période de l'assiette de calcul du prélèvement. En conséquence, un passif pour paiement d'une taxe ne peut être comptabilisé progressivement dans les comptes intermédiaires.

La première application de cette interprétation par le Groupe affecte le rythme de reconnaissance en période intermédiaire de certaines taxes, telles que la C3S ou la taxe foncière.

L'application de l'interprétation IFRIC 21 n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

2.3 Recours à des estimations et à des jugements

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

La direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill (note 4.1), le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité (stock et créances) (note 4.5 et note 4.6), ainsi que les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel, des impôts différés et des instruments financiers. Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

Note.3 Périmètre de consolidation

3.1 Liste des sociétés consolidées

Aucune variation significative du périmètre de consolidation n'est intervenue au cours du 1er semestre de l'exercice

Sociétés	% contrôle		% Intérêt	
	31/03/2015	30/09/2014	31/03/2015	30/09/2014
France				
SA CAFOM.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS CAFOM DISTRIBUTION.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SA VENTE-UNIQUE.COM.....	93,02	92,00	93,02	92,00
SARL DISTRISERVICES (1).....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS B2SEE.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SA CAFINEO.....	49,00	49,00	49,00	49,00
SAS HABITAT France.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS HABITAT DESIGN INTERNATIONAL.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS HABITAT ON-LINE.....	100,00	100,00	100,00	100,00
EUROPE				
SARL VENTA UNICA (5).....	100,00	92,00	93,02	92,00
SAS HABITAT Monaco.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SA CAFOM MARKETING.....	100,00	100,00	100,00	100,00
GMBH HABITAT.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SA HABITAT ESPAGNE.....	100,00	100,00	100,00	100,00
HABITAT DEVELOPPEMENT INT.....	100,00	100,00	100,00	100,00
RESTE DU MONDE				
SAS DIRECT LOW COST.....	100,00	100,00	100,00	100,00
CAFOM SOURCING HONG KONG (1)	100,00	100,00	100,00	100,00
CAFOM SOURCING SHENZHEN (1)	100,00	100,00	100,00	100,00
GUADELOUPE				
SAS GUADELOUPEENNE DE DISTRIBUTION.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS GOURBEYRE DISTRIBUTION.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS GUADELOUPE MOBILIER.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SARL CARAIBE SERVICE PLUS (2).....	80,00	80,00	80,00	80,00
SAS MUSIQUE ET SON GUADELOUPE.....	80,00	80,00	80,00	80,00
MARTINIQUE				
SAS COMADI.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS SOCAMO.....				
SAS MUSIQUE ET SON.....	94,00	94,00	94,00	94,00
SARL MARTINIQUE SERVICE PLUS.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SARL SOCAMO SERVICE PLUS (3).....	100,00	100,00	100,00	100,00
SARL CAFOM CARAIBES.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS URBASUN CARAIBES.....	49,00	49,00	49,00	49,00
GUYANE				
SAS LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SARL GUYANE MOBILIER.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS KATOURY DISTRIBUTION.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SARL GUYANE SERVICE PLUS.....	80,00	80,00	80,00	80,00
SAS HABITAT GUYANE.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS MUSIQUE ET SON GUYANE.....	80,00	80,00	80,00	80,00
REUNION				
SAS LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION (1).....	100,00	100,00	100,00	100,00
SARL RSP (4).....	100,00	100,00	100,00	100,00
BRESIL				
SA COMMERCIAL EUROPEA DO BRASIL LTDA (1).....	90,00	90,00	90,00	90,00
SAINT-MARTIN				
SAS DISTRIBUTION DES ILES DU NORD.....	100,00	100,00	100,00	100,00
SAS SERVICES DES ILES DU NORD.....	100,00	100,00	100,00	100,00

Note.4 Notes relatives au bilan et au compte de résultat

4.1 Immobilisations incorporelles :

4.1.1 Ecarts d'acquisition :

En milliers d'euros	31/03/2015	30/09/2014
Valeur nette au début d'exercice	40 838	40 838
Acquisitions de l'exercice		
variation de périmètre		
Activités destinées à être cédées		
Dépréciation		
Valeur nette à la fin d'exercice	40 838	40 838

La répartition des Goodwill par UGT se répartit comme suit :

En milliers d'euros			
Société / UGT	31/03/2015	30/09/2014	Variation
LA GUADELOUPEENE DE DISTRIBUTION	1 928	1 928	0
GUADELOUPE MOBILIER	3 420	3 420	0
GOURBEYRE DISTRIBUTION	939	939	0
COMADI - Ex socamo	0	16 167 *	-16 167
COMADI	20 154	3 987	16 167
MARTINIQUE SERVICE PLUS	461	461	0
CAFOM CARAIBES	46	46	0
MUSIQUE ET SONS	1 118	1 118	0
LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION	1 877	1 877	0
GUYANE MOBILIER	2 863	2 863	0
GUYANE SERVICE PLUS	65	65	0
DISTRIBUTION DES ILES DU NORD	530	530	0
LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION	3 161	3 161	0
CAFOM DISTRIBUTION	4 276	4 276	0
Total	40 838	40 838	0

(*) La société SOCAMO a été absorbé par la société COMADI au cours de l'exercice 2013/2014

L'évolution des indicateurs commerciaux et de la rentabilité dégagée au premier semestre de l'exercice 2014/2015 permet de constater qu'il n'est survenu sur la période aucun indice de pertes de valeur sur chacune des unités génératrices de trésorerie.

Comme précisé dans les principes comptables de l'annexe consolidés de l'exercice 2013/14, un test complet sera réalisé au 30 septembre 2015.

4.1.2 Autres immobilisations incorporelles :

VALEUR BRUTE	Droit au bail	Fichiers clients Internet	Logiciel	Marque	TOTAL
Solde au 30/09/2013	37 852	2 763	5 735	5 509	51 859
Augmentation	498	220	1 610	-	2 327
reclassement	- 4 682	-	-	-	- 4 682
Diminution	-	-	- 1 894	-	- 1 894
Solde au 30/09/2014	33 668	2 983	5 451	5 509	47 610
Augmentation			1 031	-	1 031
reclassement				-	-
Diminution	- 2 081	-	- 124	-	- 2 205
Solde au 31/03/2015	31 587	2 983	6 358	5 509	46 436

VALEUR AMORTISSEMENT	Droit au bail	Fichiers clients Internet	Logiciel	Marque	TOTAL
Solde au 30/09/2013	3 195	572	3 915	-	7 682
Augmentation	1 427	576	232	-	2 235
reclassement	- 1 202	-	-	-	- 1 202
Diminution	-	-	- 473	-	- 473
Solde au 30/09/2014	3 420	1 148	3 674	-	8 242
Augmentation		278	184	-	462
reclassement				-	-
Diminution	- 2 065	-	- 124	-	- 2 189
Solde au 31/03/2015	1 355	1 426	3 734	-	6 515

VALEUR NETTE COMPTABLE	Droit au bail	Fichiers clients Internet	Logiciel	Marque	TOTAL
Solde au 30/09/2013	34 657	2 191	1 820	5 509	44 177
Augmentation	- 929	- 357	1 378	-	92
reclassement	- 3 480	-	-	-	- 3 480
Diminution	-	-	- 1 421	-	- 1 421
Solde au 30/09/2014	30 248	1 835	1 776	5 509	39 368
Augmentation	-	- 278	847	-	569
reclassement	-	-	-	-	-
Diminution	- 16	-	-	-	- 16
Solde au 31/03/2015	30 232	1 557	2 623	5 509	39 921

Le Management s'est assuré au 31 mars 2015 de l'absence d'indice de perte de valeur sur les Droits au bail (DAB).

La méthode retenue a consisté à rapprocher la performance par magasin au 31/03/15 (chiffre d'affaires et marge brute) avec celle prévue au Business Plan qui a servi au 30/09/14 dans le cadre des tests d'impairment.

A l'appui de cette analyse, le Management n'a identifié au 31/03/15 aucun indice de perte de valeur des valeurs de droits au bail.

4.2 Immobilisations corporelles :

VALEUR BRUTE	Terrain	Construction	Installations techniques et matériels industriels	Autres immobilisations	Immobilisation en cours corporelles	TOTAL
Solde au 30/09/2013	10 890	38 095	8 506	69 084	465	127 040
Augmentation	-	870	552	10 371	680	12 473
reclassement	-	-	-	-	-	-
Diminution	- 4	- 1 486	- 137	- 20 770	- 113	- 22 509
Solde au 30/09/2014	10 886	37 479	8 921	58 685	1 032	117 003
Augmentation		1 003	1 522	2 438	2 240	7 204
reclassement						-
Diminution		- 198	- 1 554	- 2 391		- 4 143
Solde au 31/03/2015	10 886	38 284	8 889	58 732	3 272	120 064

VALEUR AMORTISSEMENT	Terrain	Construction	Installations techniques et matériels industriels	Autres immobilisations	Immobilisation en cours corporelles	TOTAL
Solde au 30/09/2013	-	16 443	7 753	56 447	-	80 643
Augmentation	-	2 575	231	4 078		6 884
reclassement	-	252	563	815		-
Diminution	-	- 1 311	- 137	- 19 650		- 21 098
Solde au 30/09/2014	-	17 959	8 410	40 060	-	66 429
Augmentation		457	916	2 165		3 538
reclassement						-
Diminution		- 198	- 130	- 2 392		- 2 720
Solde au 31/03/2015	-	18 218	9 196	39 833	-	67 247

VALEUR NETTE COMPTABLE	Terrain	Construction	Installations techniques et matériels industriels	Autres immobilisations	Immobilisation en cours corporelles	TOTAL
Solde au 30/09/2013	10 890	21 652	753	12 637	465	46 397
Augmentation	-	- 1 705	321	6 293	680	5 589
reclassement	-	- 252	- 563	815	-	-
Diminution	- 4	- 175	-	- 1 120	- 113	- 1 411
Solde au 30/09/2014	10 886	19 520	511	18 625	1 032	50 575
Augmentation	-	546	606	273	2 240	3 666
reclassement	-	-	-	-	-	-
Diminution	-	-	- 1 424	1	-	- 1 423
Solde au 31/03/2015	10 886	20 066	307	18 899	3 272	52 817

4.3 Titres mis en équivalence :

Les principaux éléments des sociétés mises en équivalence sont les suivantes

En milliers d'euros	% détention	Titres mis en équivalence 30/09/2014	Distribution de dividende	Impact Résultat	Titres mis en équivalence 31/03/2015	Date de cloture
SA CAFINEO	49,00%	7 456		595	8 051	31/12/2014
SAS Urbasun Caraïbes	49,00%	0			0	31/03/2015
Total		7 457		595	8 052	

Les titres mis en équivalence correspondent à des participations dans :

- la société CAFINEO, société d'organisme de crédit à la consommation. Le résultat a été déterminé à partir des données financières intermédiaires transmises par le management de la société.
- la société URBASUN Caraïbes. Cette société a pour activité l'exploitation des installations d'électricité d'origine renouvelable. L'activité n'est pas significative par rapport aux comptes consolidés de CAFOM. La quote-part de résultat revenant au groupe pour le semestre clos au 31 mars 2015 n'était pas disponible.

Selon IFRS 12 §b14, le rapprochement entre la valeur des titres mis en équivalence et la quote-part des capitaux propres des entreprises co-associées qui contribuent de manière significative au résultat consolidé peut se résumer comme suit :

	CAFINEO
Capitaux propres	16 431
% de détention par CAFOM SA	49,00%
Capitaux propres part du Groupe CAFOM	8 051
Titres mis en équivalence publié	8 051

Les principales informations financières relatives aux co-entreprises sont les suivantes (en K€):

Eléments de résultat	31/03/2015
Produit Net Bancaire	911
Résultat net	608

4.4 Actifs financiers non courants :

VALEUR BRUTE	Titres de participations	autres titres immobilisés	Prets	Dépôts et cautionnement	TOTAL
Solde au 30/09/2013	586	31	28	11 815	12 460
Augmentation	-	139	13	527	679
reclassement	- 117				- 117
Diminution				- 1 985	- 1 985
Solde au 30/09/2014	469	170	41	10 357	11 037
Augmentation	44	51		571	666
reclassement					-
Diminution			- 12	- 358	- 370
Solde au 31/03/2015	513	221	29	10 570	11 333

VALEUR AMORTISSEMENT	Titres de participations	autres titres immobilisés	Prets	Dépôts et cautionnement	TOTAL
Solde au 30/09/2013	331	-	-	63	394
Augmentation	136				136
reclassement					-
Diminution				- 12	- 12
Solde au 30/09/2014	467	-	-	51	518
Augmentation					-
reclassement					-
Diminution					-
Solde au 31/03/2015	467	-	-	51	518

VALEUR NETTE COMPTABLE	Titres de participations	autres titres immobilisés	Prets	Dépôts et cautionnement	TOTAL
Solde au 30/09/2013	255	31	28	11 752	12 066
Augmentation	- 136	139	13	527	543
reclassement	- 117	-	-	-	- 117
Diminution	-	-	-	- 1 973	- 1 973
Solde au 30/09/2014	2	170	41	10 306	10 518
Augmentation	44	51	-	571	666
reclassement	-	-	-	-	-
Diminution	-	-	- 12	- 358	- 370
Solde au 31/03/2015	46	221	29	10 519	10 814

4.5 Stocks :

En milliers d'euros	Valeur Brutes	Provision	Valeur nette
30/09/2013	75 402	4 499	70 903
30/09/2014	98 511	2 678	95 833
31/03/2015	94 370	1 871	92 499

Provision	Stocks
Solde au 30/09/2013	4 499
Augmentation	2 652
Diminution	4 473
Solde au 30/09/2014	2 678
Augmentation	1 315
Diminution	2 122
Solde au 31/03/2015	1 871

4.6 Créances :

En milliers d'euros	Valeur brute au 31/03/2015	Provisions au 31/03/2015	Valeur nette au 31/03/2015	Valeur nette au 30/09/14
Clients et comptes rattachés	40 917	9 631	31 286	27 959
Avances versées sur cdes	1 167		1 167	2 108
Créances sociales et fiscales	6 837		6 837	9 374
Autres créances	14 976	6 557	8 419	3 501
Charges constatées d'avance	1 730		1 730	3 081
Total des autres créances	24 710	6 557	18 153	18 064
Créances d'exploitation	65 627	16 188	49 439	46 023

L'état des dépréciations est résumé comme suit :

Provision	Créances clients	Autres créances
Solde au 30/09/2013	6 464	4 055
Augmentation	5 946	2 528
Diminution	3 833	26
Solde au 30/09/2014	8 577	6 557
Augmentation	3 289	8
Diminution	2 235	8
Solde au 31/03/2015	9 631	6 557

4.7 Impôts différés:

4.7.1 Solde des impôts différés actif:

En milliers d'euros	31/03/2015	30/09/2014
Solde net d'impôt différé	8 962	9 662
dont impact réserves	90	525
Impact résultat	- 790	1 319

Les impôts différés passif sont présentés en note 4.11.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de chaque clôture et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé pour chaque réglementation fiscale. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et en autres éléments du résultat global et non dans le compte de résultat.

4.8 Capitaux propres:

4.8.1 Capital :

En euros	30/09/2014	Augmentation	Diminution	31/03/2015
Nb d'actions	8 527 238			8 527 238
Valeur nominale	5,10			5,10
Capital social	43 488 914	-	-	43 488 914

4.8.2 Dividendes:

La société CAFOM n'a procédé à aucune distribution de dividende au titre du résultat de l'exercice précédent.

4.8.3 Actions propres :

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées générales, des actions de la SA CAFOM ont été rachetées par le Groupe. La part du capital social détenu a évolué de la manière suivante:

<i>(En nombre d'actions)</i>	Réalisation 31/03/2015	Réalisation 30/09/2014
Détention à l'ouverture	365 907	328 680
variation nette	17 997	37 227
Détention à la clôture	383 904	365 907

4.9 Paiements fondés sur des actions :

Conformément à « IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions », les options ont été évaluées à leur date d'octroi. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Sur l'exercice, le Groupe n'a pas comptabilisé de frais liés aux plans.

4.10 Provisions courantes et non courantes :

4.10.1 Provisions courantes et non courantes :

En milliers d'euros	Provisions non courantes	Provisions courantes	Provisions totales
Provisions au 30 septembre 2013	3 192	3 705	6 897
Dotations	286	744	1 030
Provisions utilisées	- 96	- 2 452	- 2 548
Engagement actuariel	393		393
reclassement	- 453	453	-
Provisions au 30 septembre 2014	3 322	2 449	5 771
Dotations	337	99	436
Provisions utilisées	- 76	- 828	- 904
Engagement actuariel	269		269
reclassement			-
Provisions au 31 mars 2015	3 852	1 721	5 573

4.10.2 Nature des provisions :

En milliers d'euros	Ouverture	dotation	Engagement actuariel	reprise	Cloture
Provision pour litige	2 449	99		828	1 721
Provision pour charge					-
Provision courante	2 449	99	-	828	1 721
Provision indemnité départ à la retraite	3 246	337	269		3 852
Autres provisions	76			76	-
Provision non courante	3 322	337		76	3 852

4.10.3 Indemnités de départ à la retraite :

Analyse de la dette actuarielle	En milliers d'euros
Dette actuarielle en début de période	3 246
Coût normal	299
Intérêts sur la dette actuarielle	38
Amortissement du coût des services passés	
Pertes et gains actuariels	269
Dette actuarielle en fin de période	3 852

4.11 Impôts différés passif :

Les impôts différés passif ont été comptabilisés suite à la valorisation des actifs corporels et incorporels détenus par Habitat et cela, dans le cadre de l'allocation définitive des prix d'achat tel que prévu par IFRS 3 révisé.

En milliers d'euros	Valeur actif brut	Ouverture	Reclassement	Variation	Cloture
Réévaluation droit au bail	33 860	8 017			8 017
Réévaluation immobilière	22 465	4 999		- 57	4 942
Marque	4 200	1 400			1 400
Impôts différés Passif	60 525	14 416	-	- 57	14 359

Dans le cadre de réallocation définitive du prix d'acquisition du périmètre Habitat, en 2012, le Groupe a été amené à revaloriser les actifs incorporels et corporels détenus par Habitat pour un montant total de 60 525 K€. Il a ainsi été comptabilisé des impôts différés passifs à hauteur de 15 319 K€.

L'impact des impôts différés sur le résultat consolidé se résume comme suit :

En milliers d'euros	Solde à l'ouverture	Variation p&l	Actifs destinés à être cédés	Variation capitaux propres	Solde à la clôture
IDA	9 662	-790		90	8 962
IDP	14 416	-57			14 359
Solde net	-4 754	-732		90	-5 396

4.12 Dettes financières :

4.12.1 Echancier des dettes financières :

En milliers d'euros	Échéances					Endettement au 30/09/2014
	Total	Moins d'1 an (part courante)	Plus d'1 an (part non courante)	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes liés à la participation des salariés						
Dettes financières à long terme ^(*)	33 149	6 560	26 589	22 036	4 553	35 615
Dettes financières auprès d'établissements bancaires et autres organismes	33 149	6 560	26 589	22 036	4 553	35 615
Dettes diverses (intérêts courus)	83	83				266
Total des dettes financières à long terme	33 232	6 643	26 589	22 036	4 553	35 881
Autres passifs financiers courants (Découvert bancaire et effets escomptés)	36 822	36 822				34 575
Emprunts et dettes financières	70 054	43 465	26 589	22 036	4 553	70 456
^(*) Dont crédit bail	13 711	655	13 056	9 840	3 216	14 114

Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 30 septembre 2014, le Groupe avait reclassé la dette senior (prêt syndiqué) au sein des passifs financiers courants (poste « emprunts et dettes financières à court terme ») pour un montant de 12 750 K€ ; le waiver obtenu à l'unanimité des banques du pool l'ayant été postérieurement à la date de clôture soit le 12 novembre 2014.

Au 31 mars 2015, le solde du prêt relatif à cette dette senior qui s'élève à 11 050 K€ a été reclassé grâce à l'obtention de l'accord précité en passifs financiers non courants pour un montant de 7 650 K€ et en passifs financiers courant pour un total de 3 400 K€.

La décomposition de la trésorerie nette peut se résumer comme suit

Données en K€	31/03/2015	30/09/2014	Variation
Trésorerie et équivalent de trésorerie	16 881	12 447	4 434
Passifs financiers courants	36 822	34 575	2 247
Trésorerie nette	- 19 941	- 22 128	2 187

Le montant de la trésorerie nette du Groupe au 31 mars 2015 ne dépasse pas le montant global des lignes de crédit négocié annuellement auprès des établissements bancaires.

4.12.2 Nature des dettes financières :

En milliers d'euros	Emprunts à taux fixe	Emprunts à taux variable	Total 31/03/2015	Rappel 30/09/2014
Emprunts auprès des établissements de crédit	16 588		16 588	18 501
Emprunts auprès des organismes publics		2 850	2 850	3 000
Emprunts liés au crédit bail	13 711		13 711	14 114
Total	30 299	2 850	33 149	35 615

4.12.3 Evolution des dettes financières :

en milliers d'euros	Capital restant du		Emission d'emprunts	Autres variations	Rembts emprunts	Capital restant dû au 31/03/2015
	01/10/2014	Entrées de périmètre				
Emprunts auprès des ets de crédit	21 476		1 400		-3 470	19 407
Emprunts sur opération de credit-bail	14 117				-403	13 714
Dépôt de garantie	0		8		-2	6
Intérêts courus	283				-182	101
Divers	4					4
Découverts bancaires	34 576			2 247		36 823
Total	70 456		1 408	2 247	-4 057	70 054
Variation des emprunts					-2 649	

4.13 Chiffre d'affaires :

L'évolution de la ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est donnée ci-après :

En milliers d'euros	31/03/2015	31/03/2014	Variation
Martinique	29 639	26 547	3 092
Guyane	18 455	14 917	3 538
Guadeloupe	25 782	23 584	2 198
Saint-Martin	1 534	1 865	-331
Réunion	10 579	10 864	-286
Europe	120 529	111 676	8 853
Brésil			0
Total	206 517	189 453	17 064

4.14 Frais de personnel :

Les frais de personnel se décomposent ainsi :

En milliers d'euros	31/03/2015	31/03/2014
Salaires	21 844	19 975
Charges sociales	8 140	8 250
Total	29 984	28 225

4.15 Autres charges opérationnelles courantes :

En milliers d'euros	31/03/2015	31/03/2014
Charges externes	57 071	49 394
Impôts et taxes	3 264	3 932
Dotation aux amortissements	4 000	4 018
Dotation aux provisions nettes de reprises	113	-1 658
Total charges opérationnelles courantes	64 448	55 686

4.16 Autres produits et charges opérationnels non courants :

Le groupe considère qu'il est pertinent, pour la compréhension de sa performance financière, de présenter dans une rubrique spécifique "Autres produits et charges opérationnels" les éléments inhabituels par leur fréquence, leur nature et/ou leur montant,

En milliers d'euros	31/03/2015	31/03/2014
Provision crédit vendeur Delpha		-500
Produits de cession d'immobilisations	1 278	
Valeur nette comptables des immobilisations	-1 427	
Provision litiges logisticiens		-1 100
Coût du PSE / licenciements	-1 087	-770
Dépréciation des droits au bail et autres actifs financiers		-1 532
Autres charges et produits non récurrents	-201	63
Total des autres produits et charges opérationnels	-1 437	-3 839

4.17 Coût de l'endettement financier :

En milliers d'euros	31/03/2015	31/03/2014
Intérêts et charges assimilés (1)	1 206	1 333
(1) dont intérêts financiers liés au crédit bail	115	104

4.18 Impôts sur les bénéfices et différés:

4.18.1 Décomposition de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	31/03/2015	31/03/2014
Impôts exigibles	869	942
Impôts différés	732	135
Charge d'impôt globale	1 601	1 077
Résultat net	1 935	1 323
Taux d'impôt effectif moyen	45,28%	44,88%

Le taux d'impôt effectif moyen s'obtient de la manière suivante :

(Impôts courants et différés) / (Résultat net avant impôts)

Le taux d'impôt effectif moyen ressort à 45% du fait de la non activation des déficits de certaines filiales.

4.18.2 Explication de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	31/03/2015	31/03/2014
Résultat net	1 935	1 323
Résultat des sociétés mise en équivalence	- 595	- 586
Résultat des sociétés cédées		
Charges (produits) d'impôts des activités poursuivies	1 601	1 077
Résultat taxable	2 941	1 814
Taux d'impôts courant en France	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	- 980	- 605
Différences permanentes	151	
Déficit non activé	247	- 515
Reprise de déficit antérieur	- 987	
Autres	- 32	43
Crédit d'impôt recherche		
Résultat non soumis à fiscalité / et ou différence de taux		
Charges (produits) d'impôt comptabilisé	- 1 601	- 1 077

4.19 Actif détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

Dans les états financiers, le montant de 3 480 K€ inscrit au 30 septembre 2014 correspond au prix de vente signé avec le bailleur sur la cession de l'établissement Capucines de l'enseigne Habitat.

Hormis cette cession, le Groupe n'a pas comptabilisé d'autres actifs en vue d'une vente ou d'un arrêt éventuel.

4.20 Note annexe au Tableau de Flux de Trésorerie nette consolidé :

4.20.1 Variation de la trésorerie (en K€) :

La trésorerie nette s'élève au 31 mars 2015 à - 19,9 M€ et se décompose comme suit :

	31/03/2015	30/09/2014	Var.
Disponibilités	16 855	12 421	4 434
Valeurs mobilières de placement	26	26	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 881	12 447	4 434
Découvert bancaire	36 822	34 575	2 247
Trésorerie (endettement) net	-19 940	-22 128	2 188

4.20.2 Dotations nettes aux amortissements et provisions :

(en K€)	note	Impact dotation et amortissements	Impact résultat opérationnel courant	Impact autres produits et charges opérationnels
Dotations nettes aux amortissements incorporels	4.2	462	462	
Dotations nettes aux amortissements corporels	4.3	3 538	3 538	
Dotations nettes sur autres actifs financiers	4.6		-	
Total des dotations aux amortissements		4 000	4 000	-
Dotations aux provisions courantes et non courantes	4.10	436	373	63
Reprise aux provisions courantes et non courantes	4.10	- 904	- 396	- 508
Total des dotations nettes de reprises des provisions courantes et non courantes		- 468	- 23	- 445

4.20.3 Flux de trésorerie provenant de l'exploitation :

en K€	31/03/2015	30/09/2014	Var
Stocks	92 499	95 833	
Créances d'exploitation	31 286	27 959	
Autres	18 153	18 064	
Actifs courants liés à l'exploitation	141 938	141 856	82
Fournisseurs	71 038	65 817	
Dettes fiscales et sociales	26 739	27 170	
Autres dettes	5 721	6 306	
Passifs courants liés à l'exploitation	103 498	99 293	4 205
Besoin en fonds de roulement	38 440	42 563	-4 123
Compte courant d'actionnaire	2 000	3 509	
Interets sur Orane	843	1 100	
Autres dettes non courantes	2 843	4 609	-1 766
Besoin en fonds de roulement	41 283	47 172	-5 889

4.20.4 Flux de trésorerie provenant des investissements

Décomposition des investissements

(en K€)	note	Cafom / magasins outre mer	E Commerce	Habitat	Investissements
Incorporels	4.1.2	203		828	1 031
Corporels	4.2	3 350	95	3 759	7 204
Actifs financiers	4.4	125		541	666
TOTAL		3 679	95	5 128	8 902

Décomposition des cessions

(en K€)	Cafom / magasins outré mer	E Commerce	Habitat	Cessions
Incorporels	-		3 480	3 480
Corporels	1 275			1 275
Actifs financiers	27	25	318	370
TOTAL	1 302	25	3 798	5 125

4.21 Taux de conversion :

Pays	unité monétaire	Cours de cloture (1)		Cours moyen de la période (2)	
		31/03/2015	31/03/2014	31/03/2015	31/03/2014
Suisse	Franc Suisse	1,0463	1,2194	1,1389	1,2264
Hong Kong	Dollar US	1,2141		1,2496	
Brésil	Real brésilien	3,4958	3,0406	3,1995	2,7828

(1) conversion du bilan

(2) conversion du compte de résultat

4.22 Résultat par action :

Les résultats nets par action sont calculés sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues ou détenues par des sociétés consolidées.

Les résultats nets par action dilués prennent en compte le nombre moyen pondéré d'actions défini ci-avant pour le calcul du résultat net par action majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentiellement dilutives.

Résultat net courant par action avant dilution	31/03/2015	31/03/2014
Résultat net des activités poursuivies	1 935	1 323
Résultat net des activités cédées - part du Groupe		
Résultat net - part du Groupe	1 783	1 179
Nombre d'action moyen pondéré	8 527 238	8 527 238
Résultat net des activités poursuivies par action	0,23	0,16
Résultat net des activités abandonnées par action	-	-
Résultat net - part du Groupe	0,21	0,14

Résultat net courant par action après dilution	31/03/2015	31/03/2014
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe	1 935	1 323
Résultat net des activités cédées - part du Groupe	-	-
Résultat net - part du Groupe	1 783	1 179
Nombre d'action moyen pondéré	8 527 238	8 527 238
Actions dilutives	867 424	540 674
Nombre d'action moyen pondéré retraité	9 394 662	9 067 912
Résultat net des activités poursuivies par action	0,21	0,15
Résultat net des activités abandonnées par action	-	-
Résultat net - part du Groupe	0,19	0,13

4.23 Informations sectorielles :

Le premier niveau d'information sectorielle du Groupe est présenté par enseigne et le second niveau par zone géographique.

Les informations sectorielles suivent les mêmes principes et méthodes comptables que ceux utilisés pour les états financiers consolidés et décrits dans les notes annexes aux états financiers consolidés pour l'exercice clos au 30 septembre 2014.

4.23.1 Secteurs opérationnels (par enseigne) :

- Répartition au 31/03/2015 : (données en k€)

Compte de résultat	CAFOM / Magasin outré mer	E Commerce	HABITAT	Consolidé
Chiffres d'affaires Nets	88 141	42 375	76 002	206 518
Résultat opérationnel courant	6 313	2 755	-3 515	5 553
Autres produits et charges opérationnels	-533	-60	-844	-1 437
Résultat net	4 940	1 818	-4 824	1 935

Bilan	CAFOM / Magasin outré mer	E Commerce	HABITAT	Consolidé
Actif non courant	76 820	3 216	81 369	161 404
Actif courant	77 790	24 526	56 502	158 818
Total des actifs consolidés	154 610	27 742	137 871	320 223
Passifs non courants	21 461	616	25 567	47 644
passifs courants	87 015	16 990	45 487	149 493

o Répartition au 31/03/2014 :(données en k€)

Compte de résultat	CAFOM / Magasin outré mer	E Commerce	HABITAT	Consolidé
Chiffres d'affaires Nets	79 419	36 491	73 543	189 453
Résultat opérationnel courant	4 334	3 559	-1 110	6 783
Autres produits et charges opérationnels	87	-924	-3 002	-3 839
Résultat net	3 867	1 851	-4 395	1 323

Bilan	CAFOM / Magasin outre mer	E Commerce	HABITAT	Consolidé
Actif non courant	71 255	3 800	81 806	156 860
Actif courant	61 776	23 287	55 428	140 492
Total des actifs consolidés	133 031	27 087	137 234	297 352
Passifs non courants	28 691	616	27 551	56 858
passifs courants	62 131	14 883	44 136	121 150
Total des passifs consolidés	133 031	27 087	137 234	297 352

4.24 Engagement hors bilan

(en milliers d'euros)	31/03/15	30/09/14
Engagements donnés		
Cautions et garanties données sur financement auprès des établissements de crédit sur du financement en cours	36 217	36 217
Nantissement du fonds de commerce au profit du Centre des Impôts et sécurité sociale	3 041	3 041
Cautions douanières	4 447	4 447
Caution solidaire	1 277	1 277
Engagement de location simple	47 911	53 050
Total	92 893	98 032
Engagements reçus		
Néant		
Total		

4.25 Informations relatives aux parties liées :

Les transactions avec les parties liées n'ont pas connu de modification significative au cours du semestre par rapport à celles décrites dans le dernier rapport financier annuel.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la Société CAFOM, relatifs à la période du 1er octobre 2014 au 31 mars 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport;

la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport d'activité semestriel commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 30 juin 2015
Les commissaires aux comptes

PRESENCE AUDIT & CONSEIL

CONCEPT AUDIT & ASSOCIES

Pierre SOULIGNAC

Laurence LEBOUCHER

DELOITTE & ASSOCIES

Benoit PIMONT

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 juin 2015

Hervé GIAOUI
Président CAFOM